

La grande transformation du travail Crise de la reconnaissance et du sens du travail

La note en synthèse



Le travail est le pilier de notre modèle social : le **plein-emploi** (1,5 millions d'emplois supplémentaires) générerait 10 milliards de **cotisations sociales** en plus pour nos retraites, 4 milliards pour l'assurance-maladie, 1,5 milliards pour les familles, et 600 millions pour la branche accident du travail/maladies professionnelles.

Les attentes des Français envers le travail concernent ses trois fonctions fondamentales : sa dimension **rémunératrice** (46 % s'estiment suffisamment payés, contre 59 % dans l'Union européenne et 68 % en Allemagne) ; sa dimension **d'épanouissement** (40 % des 17-38 ans aspirent à l'**autonomie** dans le travail ; 42 % des actifs estiment que leur supérieur ne **reconnait** pas leur travail à sa juste valeur, contre 34 % aux États-Unis et 28 % au Royaume-Uni) ; sa dimension **sociale et citoyenne** (l'absence d'autonomie dans le travail est directement corrélée en France à l'abstention électorale).



_____ **46%** s'estiment suffisamment payés

_____ **59%** s'estiment suffisamment payés

_____ **68%** s'estiment suffisamment payés

Une analyse des données objectives sur l'évolution du travail depuis trente ans permet de préciser ces aspirations :



Dans l'ensemble, les inégalités de salaire décroissent et le pouvoir d'achat augmente depuis trente ans. Cependant, **certains secteurs** (publics mais aussi privés) ont vu leurs salaires relatifs diminuer relativement au SMIC ;



Le travail permet plus difficilement de se loger (le nombre d'années de revenus nécessaires à l'achat d'un logement a augmenté de plus de 50 % entre 1999 et 2023), en particulier pour les plus jeunes, qui sont exposés à une plus grande précarité de l'emploi.



Le travail est en effet devenu **moins stable** (14 % d'emploi précaire en 2022 contre 5 % en 1985), surtout chez les 15-24 ans (taux de contrat hors CDI passé de 37 % à 53 % de 1995 à 2018).

Le travail s'est nettement **intensifié** :



La part des personnes dont le rythme de travail est dicté par des tâches à réaliser immédiatement ou en moins d'une heure est passée de 33 % en 1984 à 77% en 2016 ;

- **La France est le pays européen où les actifs sont les plus soumis au stress** lié à des contraintes de temps ;
- Le travail est également devenu **plus répétitif** (28 % des salariés en 2005, 42 % en 2017), avec une baisse de l'autonomie (baisse de 10 % à 15 % des marges de manœuvres de 1991 à 2016) ;
- Il est enfin dégradé par des **modes de management qui induisent peu de reconnaissance** (56 % des Français estiment leur travail reconnu à sa juste valeur, contre 75 % en Allemagne).

Les causes de ces évolutions sont connues, elles sont de nature **économique** :



Mondialisation (le taux d'ouverture de l'économie française est passé de 14 % en 1968 à 31 % en 2022) et pression accrue de la concurrence internationale ;



Tertiarisation (50 % de l'emploi en 1973, 80 % en 2022) et transformation des emplois (transitions numérique, énergétique et démographique) ;



Pression croissante du court-terme, due notamment à la désintermédiation des modes de financement des entreprises ;



Métropolisation (46 % de l'emploi est situé dans les aires de plus de 500 000 habitants ; la France est le pays d'Europe avec les plus longues navettes domicile-travail – 1h13 par jour).

Elles sont également de nature **sociologique** : "Logique de l'honneur" en conflit avec les nouveaux modes d'évaluation du travail (P. d'Iribarne) ; élite formée de façon pyramidale (M. Crozier) ; tradition de relations sociales conflictuelles (Th. Philippon).

La prise en compte de l'ensemble de ces causes est le préalable nécessaire à une action en profondeur.

Retrouvez nos travaux et notre actualité sur l'ensemble de nos réseaux sociaux.



www.plan.gov.fr



Le Haut-commissariat au Plan



@HCP_Le_Plan

